



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 61.000/VR
du 21 mars 2017

sur

un avant-projet d'ordonnance
de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
assentiment à l'Accord
multilatéral entre autorités
compétentes concernant
l'échange automatique de
renseignements relatifs aux
comptes financiers, signé à
Berlin le 29 octobre 2014'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 61.000/VR
van 21 maart 2017

over

een voorontwerp van
ordonnantie van het Brussels
Hoofdstedelijk Gewest
'houdende instemming met het
Multilateraal Akkoord tussen
bevoegde autoriteiten
betreffende de automatische
uitwisseling van inlichtingen
inzake financiële rekeningen,
ondertekend te Berlijn op
29 oktober 2014'

Le 15 février 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, des Relations extérieures et de la Coopération au développement à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé à quarante-cinq jours ^(*), sur un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant assentiment à l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014'.

L'avant-projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 mars 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Patrick RONVAUX, premier auditeur.

L'avant-projet a été examiné par les chambres réunies le 21 mars 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, président, JO BAERT, président de chambre, Martine BAGUET, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Bernard BLERO et Koen MUYLLE, conseillers d'État, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Marianne DONY et Bruno PEETERS, assesseurs, Astrid TRUYENS, greffier et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Les rapports ont été présentés par Kristin BAMS et Patrick RONVAUX, premiers auditeurs.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 21 mars 2017.

*

^(*) Cette prorogation résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État qui dispose que le délai de trente jours est prorogé à quarante-cinq jours dans le cas où l'avis est donné par les chambres réunies en application de l'article 85bis.

Op 15 februari 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, bevoegd voor Financiën, Begroting, Externe Betrekkingen en Ontwikkelingssamenwerking verzocht binnen een termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen ^(*) een advies te verstrekken over een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ‘houdende instemming met het Multilateraal Akkoord tussen bevoegde autoriteiten betreffende de automatische uitwisseling van inlichtingen inzake financiële rekeningen, ondertekend te Berlijn op 29 oktober 2014’.

Het voorontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 maart 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Patrick RONVAUX, eerste auditeur.

Het voorontwerp is door de verenigde kamers onderzocht op 21 maart 2017. De kamers waren samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, voorzitter, JO BAERT, kamervoorzitter, Martine BAGUET, Jeroen VAN NIEUWENHOVE, Bernard BLERO en Koen MUYLLE, staatsraden, Jan VELAERS, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, Marianne DONY en Bruno PEETERS, assessoren, Astrid TRUYENS, griffier, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

De verslagen zijn uitgebracht door Kristin BAMS en Patrick RONVAUX, eerste auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 21 maart 2017.

*

(*) Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat de termijn van dertig dagen verlengd wordt tot vijfenveertig dagen in het geval waarin het advies gegeven wordt door de verenigde kamers met toepassing van artikel 85bis.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique l'avant-projet^(*), à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. L'article 3, 2°, de l'ordonnance du 29 mars 2012 'portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale' dispose que pour chaque « projet d'acte législatif », chaque ministre établit un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

En vertu de l'article 13, § 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 avril 2014 'portant exécution de l'ordonnance du 29 mars 2012 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Région de Bruxelles-Capitale', « le 'test genre' doit être complété avant la première mise à l'ordre du jour au Conseil des Ministres ».

En l'espèce, le dossier transmis au Conseil d'État ne contient aucun élément établissant que le « test genre » a été réalisé à propos de l'avant-projet d'ordonnance.

2. Les dispositions de l'accord multilatéral auquel il est envisagé de porter assentiment sont de nature à avoir une incidence sur la vie économique et sociale de la Région de Bruxelles-Capitale.

Conformément à l'article 6, § 1^{er}, 1°, de l'ordonnance du 8 septembre 1994 'portant création du Conseil économique et social de la Région de Bruxelles-Capitale', il y a lieu de solliciter l'avis de ce Conseil.

3. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de veiller à l'accomplissement de ces formalités prescrites préalablement à l'adoption de l'avant-projet d'ordonnance¹.

(*) S'agissant d'un avant-projet d'ordonnance, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

¹ Voir dans le même sens l'avis 60.456/4 donné le 14 décembre 2016 sur un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles Capitale 'portant assentiment à : 1° la Convention entre le Royaume de Belgique et l'État de Malte tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale, et le Protocole, signés à Bruxelles le 28 juin 1974, tels que modifiés par la Convention additionnelle du 23 juin 1993 et le Protocole du 19 janvier 2010 ; 2° la Convention additionnelle, signée à Bruxelles le 23 juin 1993, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et l'État de Malte tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale, et le Protocole, signés à Bruxelles le 28 juin 1974 ; 3° le Protocole, signé à Bruxelles le 19 janvier 2010, modifiant la Convention entre le Royaume de Belgique et l'État de Malte tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale, et le Protocole, signés à Bruxelles, le 28 juin 1974, tels que modifiés par la Convention additionnelle signée à Bruxelles le 23 juin 1993' ; l'avis 59.519/4 donné le 28 juin 2016 sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment au Traité Benelux relatif à la coopération transfrontalière en matière d'inspection du transport routier, fait à Liège le

COMPÉTENCE DE L'AUTEUR

L'avant-projet d'ordonnance à l'examen tend à donner assentiment à l'Accord multilatéral entre autorités compétentes concernant l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers, signé à Berlin le 29 octobre 2014.

Selon l'exposé des motifs de l'avant-projet :

« Conformément à la déclaration de principe adoptée par la Conférence Interministérielle de la « Politique étrangère » du 22 octobre 2015, il s'agit d'un traité ayant un caractère mixte (fédéral/régions). Il doit dès lors également être soumis à l'assentiment des Parlements régionaux ».

Ce point de vue ne peut être que partiellement suivi. Il appartient en effet aussi aux communautés d'assentir à cet accord eu égard à leur implication dans l'échange d'information en matière fiscale ².

EXAMEN DE L'ACCORD MULTILATÉRAL

L'exposé des motifs de l'avant-projet d'ordonnance indique :

« Au niveau européen également, la norme a été transposée. [La Directive 2014/107/UE] modifiant la Directive 2011/16/UE prévoit l'échange automatique de renseignements relatifs aux comptes financiers.

En droit belge, la législation suivante existe en la matière:

(1) La loi du 16 décembre 2015 réglant la communication des renseignements relatifs aux comptes financiers, par les institutions financières belges et le SPF Finances, dans le cadre d'un échange automatique de renseignements au niveau international et à des fins fiscales. Cette loi fixe un cadre légal global et porte sur tout échange automatique de renseignements entre la Belgique et un autre pays participant, indépendamment du fait que cet échange soit organisé dans le cadre de l'accord FATCA, du droit européen ou d'un accord administratif ou conventionnel selon la norme NDC.

(2) L'ordonnance du 26 juillet 2013 transposant la directive 2011/16/UE du Conseil du 15 février 2011 relative à la coopération administrative dans le domaine fiscal et abrogeant la directive 77/799/CEE (telle que modifiée par l'ordonnance du 18 février 2016). Cette ordonnance fixe les règles et procédures pour la coopération entre la Région de Bruxelles-Capitale et les autres pays membres de l'Union européenne en vue de l'échange de renseignements qui ont une importance pour les impôts. Les impôts dont le

3 octobre 2014' (*Doc. parl.*, Parl. Brux.-Cap., 2015-2016, n° A-399/1, pp. 7-10) et l'avis 58.667/4 donné le 5 janvier 2016 sur un avant-projet d'ordonnance 'portant assentiment à la Convention-cadre du Conseil de l'Europe sur la valeur du patrimoine culturel pour la société, faite à Faro le 27 octobre 2005 et signée à Strasbourg le 25 juin 2012'.

² Voir le décret flamand du 21 juin 2013 'relatif à la coopération administrative dans le domaine fiscal', modifié par le décret du 18 décembre 2015 'portant diverses mesures financières', le décret de la Communauté germanophone du 5 mai 2014 'relatif à la coopération administrative dans le domaine fiscal', modifié par le décret du 23 novembre 2015 'portant transposition de la Directive 2014/107/UE du Conseil du 9 décembre 2014 modifiant la Directive 2011/16/UE en ce qui concerne l'échange automatique et obligatoire d'informations dans le domaine fiscal' et le décret de la Communauté française du 12 janvier 2017 'concernant la coopération administrative dans le domaine fiscal'.

recouvrement et la perception sont assurés par le SPF Finances ne relèvent pas de cette ordonnance ».

Ce même exposé des motifs est cependant muet quant à la question de savoir si les auteurs de l'avant-projet estiment disposer ainsi du cadre suffisant pour assurer la mise en œuvre de l'accord multilatéral. Si tel ne devait pas être le cas, il est renvoyé à l'observation générale 3.5 faite par la section de législation dans l'avis 57.809/2 donné le 13 juillet 2015³ sur une disposition de l'avant-projet de loi devenu la loi du 16 décembre 2015 'régulant la communication des renseignements relatifs aux comptes financiers par les institutions financières belges et le SPF Finances dans le cadre d'un échange automatique de renseignements au niveau international et à des fins fiscales', qui visait à assurer la mise en œuvre d'une disposition similaire à celle du paragraphe 2 de la section 1 de l'accord multilatéral.

EXAMEN DE L'AVANT-PROJET D'ORDONNANCE D'ASSENTIMENT

Le traité mentionne qu'il a été « [f]ait en français et en anglais, les deux textes faisant également foi ». Le Gouvernement veillera à déposer également, en même temps que le projet d'ordonnance d'assentiment, une version en langue néerlandaise précédée de la mention « traduction »⁴.

*

³ *Doc. parl.*, Chambre, 2015-2016, n° 1448/1, pp. 169-191.

À propos de l'article 4 de l'avant-projet de loi devenu la loi du 13 juillet 2015, le commentaire de l'article précise que : « L'article 4 énonce une règle générale d'interprétation des termes ou expressions utilisés dans la loi sans y être définis. Il faut se référer à toute disposition applicable du droit interne belge qui est en vigueur au moment de l'application de la loi (interprétation évolutive), et non celle en vigueur au moment de l'entrée en vigueur de la loi. Lorsque différentes lois belges donnent des définitions différentes d'un terme ou expression, la signification donnée à ce terme ou expression par le droit fiscal belge doit prévaloir sur la signification que lui attribuent les autres branches du droit belge. Suivant l'article 4 de l'avant-projet de loi soumis pour avis au Conseil d'État, cette interprétation ne valait que si le contexte n'exigeait pas une interprétation différente ou si l'autorité compétente belge et celle d'un autre État n'avaient pas convenu d'une signification commune. Comme suite à l'avis 57.809/2 du Conseil d'État, donné le 13 juillet 2015 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1, des lois sur le Conseil d'État, cette dérogation à la règle générale a été supprimée. S'il s'avérait qu'une interprétation différente de celle prévue par une disposition applicable du droit interne belge devait s'appliquer à un terme ou expression utilisé dans la loi, ce terme ou expression devrait être expressément défini dans la loi à la faveur d'une loi modificative » (*ibid.*, pp. 19-20).

⁴ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 209, B.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp^(*), de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. Luidens artikel 3, 2°, van de ordonnantie van 29 maart 2012 ‘houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ stelt elke minister voor elk “wetgevend ontwerp” een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

Krachtens artikel 13, § 2, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 april 2014 ‘houdende de uitvoering van de ordonnantie van 29 maart 2012 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ “[wordt] de ‘gendertest’ (...) ingevuld voor de eerste toevoeging aan de agenda in de Ministerraad”.

In casu bevat het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden geen enkel element waaruit blijkt dat de “gendertest” uitgevoerd zou zijn met betrekking tot het voorontwerp van ordonnantie.

2. De bepalingen van het multilateraal akkoord waaraan instemming wordt verleend, kunnen een weerslag hebben op het economisch en sociaal leven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Overeenkomstig artikel 6, § 1, 1°, van de ordonnantie van 8 september 1994 ‘houdende oprichting van de Economische en Sociale Raad voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ moet het advies van die Raad worden ingewonnen.

3. De steller van het voorontwerp moet erop toezien dat die voorgeschreven vormvereisten worden vervuld voordat het voorontwerp van ordonnantie wordt aangenomen.¹

(*)Aangezien het om een voorontwerp van ordonnantie gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

¹ Zie in dezelfde zin advies 60.456/4, op 14 december 2016 gegeven over een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ‘houdende instemming met: 1° de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Staat Malta tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting, en van het Protocol, ondertekend te Brussel op 28 juni 1974, zoals gewijzigd door de Aanvullende Overeenkomst van 23 juni 1993 en het Protocol van 19 januari 2010; 2° de Aanvullende Overeenkomst, ondertekend te Brussel op 23 juni 1993, tot wijziging van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Staat Malta tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting, en van het Protocol, ondertekend te

BEVOEGDHEID VAN DE STELLER

Het voorliggende voorontwerp van ordonnantie beoogt instemming te verlenen aan het multilateraal akkoord tussen bevoegde autoriteiten betreffende de automatische uitwisseling van inlichtingen inzake financiële rekeningen, ondertekend te Berlijn op 29 oktober 2014.

De memorie van toelichting van het voorontwerp stelt het volgende:

“Overeenkomstig de beslissing die werd genomen door de Interministeriële Conferentie ‘Buitenlands beleid’ van 22 oktober 2015 gaat het om een verdrag met gemengd karakter (federaal/gewesten). Het behoeft bijgevolg eveneens de instemming van de Parlementen van de gewesten”.

Dat standpunt kan slechts gedeeltelijk worden gevolgd. Ook de gemeenschappen moeten immers met dat akkoord instemmen, aangezien zij betrokken zijn in de uitwisseling van fiscale inlichtingen.²

ONDERZOEK VAN HET MULTILATERAAL AKKOORD

In de memorie van toelichting van het voorontwerp van ordonnantie wordt het volgende gesteld:

“Ook op Europees niveau werd de standaard omgezet. De Richtlijn 2014/107/EU tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU voorziet in de automatische uitwisseling van inlichtingen met betrekking tot financiële rekeningen.

Wat het Belgisch recht betreft bestaat er de volgende wetgeving in dit kader:

(1) De wet van 16 december 2015 tot regeling van de mededeling van inlichtingen betreffende financiële rekeningen, door de Belgische financiële instellingen en de FOD Financiën, in het kader van een automatische uitwisseling van inlichtingen op internationaal niveau en voor belastingdoeleinden. De wet voorziet in een globaal wettelijk kader en heeft betrekking op elke automatische uitwisseling van inlichtingen tussen België en een ander deelnemend land, ongeacht of die uitwisseling georganiseerd wordt onder het FATCA-akkoord, onder het Europees recht of onder een administratief of verdragsrechtelijk akkoord volgens de CRS-standaard.

Brussel op 28 juni 1974; 3° het Protocol, ondertekend te Brussel op 19 januari 2010 tot wijziging van de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Staat Malta tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting, en van het Protocol, ondertekend te Brussel op 28 juni 1974, zoals gewijzigd door de Aanvullende Overeenkomst, ondertekend te Brussel op 23 juni 1993; advies 59.519/4, op 28 juni 2016 gegeven over een voorontwerp van ordonnantie ‘houdende instemming met het Benelux-Verdrag betreffende grensoverschrijdende samenwerking inzake wegvervoerinspectie, gedaan te Luik op 3 oktober 2014’ (Parl.St. Br.Parl. 2015-16, nr. A-399/1, 7-10) en advies 58.667/4, op 5 januari 2016 gegeven over een voorontwerp van ordonnantie ‘houdende instemming met de Kaderconventie van de Raad van Europa over de bijdrage van cultureel erfgoed aan de samenleving, opgemaakt te Faro op 27 oktober 2005 en ondertekend te Straatsburg op 25 juni 2012’.

² Zie het decreet van de Vlaamse overheid van 21 juni 2013 ‘betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van belastingen’, gewijzigd bij het decreet van 18 december 2015 ‘houdende diverse financiële bepalingen’, het decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 5 mei 2014 ‘betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van belastingen’, gewijzigd bij het decreet van 23 november 2015 ‘tot omzetting van Richtlijn 2014/107/EU van de Raad van 9 december 2014 tot wijziging van Richtlijn 2011/16/EU wat betreft verplichte automatische uitwisseling van inlichtingen op belastinggebied’ en het decreet van de Franse Gemeenschap van 12 januari 2017 ‘betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen’.

(2) De Ordonnantie van 26 juli 2013 houdende omzetting van richtlijn 2011/16/EU van de Raad van 15 februari 2011 betreffende de administratieve samenwerking op het gebied van de belastingen en tot intrekking van Richtlijn 77/799/EEG (zoals gewijzigd door de ordonnantie van 18 februari 2016). Deze ordonnantie legt de voorschriften en procedures vast voor de samenwerking tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de andere lidstaten van de Europese Unie met het oog op de uitwisseling van inlichtingen die van belang zijn voor de belastingen. De belastingen waarvan de invordering en inning worden verzekerd door de FOD financiën, vallen niet onder deze Ordonnantie”.

Die memorie van toelichting zegt daarentegen niets over de vraag of dat kader volgens de stellers van het voorontwerp aldus toereikend is voor de tenuitvoerlegging van het multilateraal akkoord. Mocht dit niet het geval zijn, wordt verwezen naar advies 57.809/2 van 13 juli 2015³ over het voorontwerp van wet dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 16 december 2015 ‘tot regeling van de mededeling van inlichtingen betreffende financiële rekeningen, door de Belgische financiële instellingen en de FOD Financiën, in het kader van een automatische uitwisseling van inlichtingen op internationaal niveau en voor belastingdoeleinden’, meer bepaald naar algemene opmerking 3.5 die de afdeling Wetgeving heeft geformuleerd over een bepaling die ertoe strekte een soortgelijke bepaling als lid 2 van afdeling 1 van het multilateraal akkoord ten uitvoer te leggen.

³ *Parl.St.* Kamer 2015-16, nr. 1448/001, 169-191.

De bespreking van artikel 4 van het voorontwerp dat ontstaan heeft gegeven aan de wet van 13 juli 2015, luidt als volgt: “Artikel 4 vaardigt een algemene regel uit voor de interpretatie van de termen of uitdrukkingen die in de wet gebruikt worden maar er niet in omschreven zijn. Er dient verwezen te worden naar elke toepasselijke bepaling van het Belgisch intern recht die van kracht is op het tijdstip waarop de wet toegepast wordt (evolutieve interpretatie), en niet naar die welke van kracht is op het tijdstip waarop de wet in werking treedt. Wanneer verschillende Belgische wetten verschillende definities geven voor een woord of een uitdrukking, heeft de betekenis die de Belgische belastingwetgeving aan dat woord of die uitdrukking geeft voorrang op de betekenis die eraan gegeven wordt door andere takken van het Belgisch recht. Volgens artikel 4 van het voorontwerp van wet dat voor advies aan de Raad van State werd voorgelegd, was deze interpretatie echter alleen geldig wanneer de context geen afwijkende interpretatie vroeg of wanneer er tussen de Belgische bevoegde autoriteit en de bevoegde autoriteit van een andere Staat geen overeenstemming was bereikt over een gemeenschappelijke betekenis. Als gevolg van advies 57 809/2 van de Raad van State dat op 13 juli 2015 werd uitgebracht met toepassing van artikel 84, § 1, 1^{ste} lid, 1, van de wetten op de Raad van State, werd deze afwijking van de algemene regel weggewerkt. Indien mocht blijken dat er op een in de wet gebruikte term of uitdrukking een andere interpretatie van toepassing zou zijn dan de interpretatie die is vastgelegd in een toepasselijke bepaling uit het Belgisch recht, moet die term of uitdrukking uitdrukkelijk in de wet omschreven worden door middel van een wijzigingswet” (*ibid.*, 19-20).

ONDERZOEK VAN HET VOORONTWERP VAN INSTEMMINGSORDONNANTIE

Het verdrag vermeldt dat het is “[f]ait en français et en anglais, les deux textes faisant également foi”. De Regering moet erop toezien dat gelijktijdig met het ontwerp van instemmingsordonnantie ook een versie in het Nederlands wordt ingediend, voorafgegaan door de vermelding “vertaling”.⁴

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre LIÉNARDY

⁴ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 209, B.